

Nous avons d'immenses richesses; nous nous vantons d'être le deuxième plus riche pays du monde. Qu'avons-nous? Des dettes, des dettes et encore des dettes! Que fait le gouvernement? Il emprunte, comme il vient de le faire; il empruntera encore et nous endettera toujours.

Mais où va-t-on, monsieur le président, avec tout ceci? Il faut absolument qu'un gouvernement plus raisonnable en vienne à prendre ses responsabilités et à aller chercher l'argent là où il se trouve. L'argent est entre les mains des exploiters de notre pays et c'est là seulement qu'il faut aller le chercher.

Lors du dernier vote, nous avons indiqué comment nous pourrions y arriver: Par le vote libre.

• (12.10 p.m.)

Monsieur le président, si le vote était libre de toute attache de parti, nous aurions un gouvernement vraiment démocratique, un gouvernement populaire qui travaillerait pour la personne humaine, au lieu de protéger les trusts qui contrôlent notre pays. C'est là que nous voulons en venir.

Quand nous aurons ce vote libre, les députés seront libres de travailler pour leur circonscription. Le gouvernement sera libre; il aura les mains déliées, et tout le peuple bénéficiera de la liberté démocratique à laquelle nous aspirons tous.

Monsieur le président, ce jour n'est certainement pas encore arrivé. On sent encore trop l'influence qu'exerce le financier sur notre gouvernement actuel. J'espère que le peuple se réveillera un jour et qu'il se réveillera avant que la révolution éclate. C'est ce que je souhaite de tout cœur, mais je crains fort que le financier, étant un homme sans cœur, laissera le sang couler, plutôt que de céder un peu de son avoir.

Nous sommes encore en démocratie et je souhaite que le peuple se réveille le plus tôt possible et demande à ses vrais représentants, à ceux qui voudront travailler pour lui, d'occuper les banquettes achetées par la haute finance.

J'espère que ce jour n'est pas trop éloigné, monsieur le président, parce que je crois que nous sommes actuellement à la veille d'un changement qui s'impose, coûte que coûte. Si ce changement ne se fait pas dans le pays—je ne veux pas être prophète de malheur—je crains énormément pour le Canada.

Nous sommes ici, justement, pour protéger l'intérêt des Canadiens, et c'est pour cela que nous demandons aujourd'hui à l'honorable ministre d'être plus raisonnable, d'être plus humain, de comprendre le vrai problème et

d'appliquer les vrais remèdes. Nous lui demandons de cesser d'être toujours sur le dos du contribuable et de le taxer sans cesse. Ce n'est certes pas ce qu'on peut appeler une bonne administration.

Je sais que l'honorable ministre est assez intelligent pour savoir ce qu'administrer signifie. Je n'ai pas du tout besoin de lui expliquer le processus de l'économie; il le connaît très bien, beaucoup mieux que moi, mais même si ce n'est pas sa faute, il est attaché—il a été élu pour cela—par le cou par les financiers. Il faut qu'il aille souvent à Washington ou à Toronto pour demander des conseils. C'est tout ce qu'il peut faire. Il fait des déclarations comme celle qu'il vient de nous faire pour imposer davantage ceux qui ne peuvent plus payer et protéger celui qui est en train de s'emparer de tout le Canada et qui le contrôle déjà à 80 p. 100. Il est vrai que nous réussissons encore à voter avec 20 p. 100 mais, demain, ils nous auront, et ce sera alors le règne de la dictature financière que nous ne souhaitons pas, monsieur le président, et l'on peut me croire.

[Traduction]

M. Patterson: Monsieur le président, merci, à la Radio, le ministre a terminé sa déclaration par ces mots:

En raison de la situation internationale, il est extrêmement urgent, et j'insiste là-dessus, que nous prenions sans délai les mesures qui s'imposent.

En guise d'entrée en matière, cet après-midi, je signale que les membres de mon parti estiment que, lors de la présentation de ce projet de résolution et de l'étude des crédits du ministère des Finances, nous devrions avoir tout le temps voulu pour exposer clairement notre point de vue quant aux diverses questions à l'étude. Toutefois, nous croyons souhaitable que la Chambre prenne une décision dans un délai raisonnablement bref.

L'appel à la compréhension et à la collaboration lancé au Parlement pour faire face à cette grave crise financière dénote chez le ministre des Finances un changement d'attitude complet. Jusqu'ici le ministre rejetait sans ménagement toute allusion au caractère néfaste des politiques financières gouvernementales pour l'économie nationale. Le mépris que lui inspirait tous les conseils, surtout ceux des députés du Crédit social, a sauté aux yeux plus d'une fois.

Lors de l'étude des crédits, tout récemment, mon collègue de Red-Deer a traité abondamment des nombreux aspects malsains de notre économie. Je m'abstiendrai aujourd'hui de commenter en détail les conditions qu'il a décrites. Je dirai toutefois que les députés du